

le pouvoir aux travailleurs

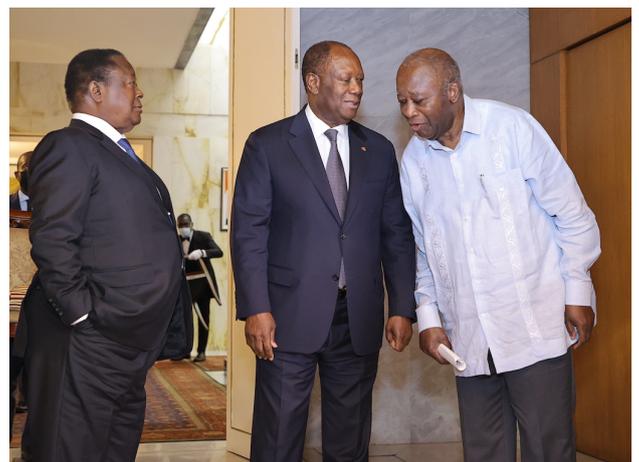
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 11 Juin 2024 N° 506 PRIX : 1 Euro

Côte d'Ivoire Bédié a été enterré mais pas le poison de « l'ivoirité » qu'il a semé



Octobre 2000 : des employés de la Croix-Rouge ramassent des dizaines de corps de victimes d'affrontements entre les partisans des trois principaux politiciens rivaux (Bédié Ouattara et Gbagbo).



Octobre 2022 : retrouvailles des trois frères ennemis.

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Bédié a été enterré mais pas le poison de « l'ivoirité » qu'il a semé !

Pages 3 à 5 : Côte d'Ivoire

- ▶ Blé Goudé à la recherche d'un os à ronger.
- ▶ La chasse aux pauvres continue.
- ▶ Prolifération de faux médicaments : le principal responsable c'est l'État !
- ▶ Une grève victorieuse contre le retard des salaires.

Page 6 : Mali

- ▶ La population en a marre des coupures de courant !
- ▶ Non aux arrestations et aux menaces contre les opposants politiques et syndicaux !

Pages 7-8 : Nigeria

- ▶ Grève générale pour une augmentation conséquente des salaires face à la flambée des prix.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE : BÉDIÉ A ÉTÉ ENTERRÉ MAIS PAS LE POISON DE « L'IVOIRITÉ QU'IL A SEMÉ !

Dix mois après sa mort, l'ex-président Bédié a été enterré en grande pompe le 1^{er} juin 2024. Les Ouattara, Gbagbo et consorts sont venus rendre hommage à un des leurs qu'ils ont qualifié d' « homme de paix ». En réalité, il faisait partie de leur monde de rapaces et de prédateurs, capables des pires bassesses pour se hisser au pouvoir et pour s'y maintenir.

Il n'est pas si loin le temps où Bédié avait lancé la politique de « l'ivoirité » pour écarter Ouattara, un de ses principaux concurrents, de la course présidentielle. C'était une propagande xénophobe et ethniste destinée à discréditer sa candidature sous prétexte qu'il était « de nationalité douteuse » du fait qu'il aurait une origine burkinabé. Finalement ce sont tous les burkinabés vivants parfois de longue date en Côte d'Ivoire, en particulier les plus pauvres, qui furent visés, de même que des Maliens et plus généralement des gens du Nord du pays.

Cette propagande xénophobe fut largement relayée par les médias entre les mains de l'État et du parti de Bédié. Les forces de l'ordre ainsi que les loubards partisans de Bédié firent de nombreuses victimes qui avaient eu le malheur d'être désignées comme « étrangers ».

Par la suite, Gbagbo et son clan ont repris à leur tour ce poison xénophobe et ethniste pour les mêmes raisons que Bédié. Les exactions des corps habillés, le racket policier et les actes de torture se sont multipliés à l'encontre des pauvres et surtout contre ceux qui parmi eux ont été ciblés comme appartenant à une « ethnie adverse ». Leurs habitats furent parfois détruits par les partisans de Gbagbo, parmi lesquels figuraient des étudiants appartenant à la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire).

La crise politique de 2000 à 2010 qui a fait des milliers de morts est le résultat de la lutte pour le pouvoir entre ces différentes factions de la bourgeoisie, aggravée par les propagandes haineuses distillées par les uns et par les autres.

Alors, quand tous ces gens font des louanges sur la dépouille de Bédié, il faut comprendre qu'ils ont surtout en vue les élections présidentielles de 2025. Ce n'est pas à Bédié qu'ils s'adressent mais aux partisans de ce dernier afin d'obtenir leurs votes à la prochaine élection. Tout en parlant de « paix », ils sont prêts à ressortir les machettes dans leur lutte pour le pouvoir et pour les privilèges.

Pendant ce temps, les travailleurs comme l'écrasante majorité de la population s'enfoncent dans la pauvreté tandis que la minorité de riches qui détient les capitaux s'enrichit avec l'aide de l'État, quel que soit le clan au pouvoir.

Aux conditions de travail qui s'aggravent pour la classe ouvrière, s'ajoutent les bas salaires, le chômage et l'augmentation du coût de la vie. Même quand on trouve du travail, on est condamné au statut de journalier et à errer d'une entreprise à une autre pour ne pas crever de faim.

Le gouvernement continue de chasser les populations pauvres de leurs habitats pour permettre aux riches d'accaparer les terrains libérés. C'est le cas en ce moment du quartier Abattoir occupé depuis plusieurs décennies par les travailleurs du port et ceux de la zone industrielle de Vridi. Ils ont été chassés comme des animaux, sous prétexte que ce quartier était « insalubre ». Si la lutte contre l'insalubrité et pour le bien être des populations était une préoccupation des dirigeants de ce pays, on l'aurait vu depuis très longtemps !

Ces gens-là sont prêts à faire la guerre pour diriger l'État car ce qui les motive avant tout c'est leur enrichissement per-

sonnel. Ils ne changeront jamais les choses en faveur des classes pauvres car ils vivent précisément de l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes.

Seuls les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui produisent les richesses et qui font fonctionner la société peuvent mettre fin à cette situation en s'organisant pour défendre leurs intérêts de classe exploitée. C'est un combat à mort qu'ils auront à mener pour se libérer de l'exploitation capitaliste mais aussi pour libérer la société toute entière de la domination de la classe parasitaire bourgeoise.



Le 3 décembre 2010 à Abidjan : affrontements sanglant entre partisans de Gbagbo et de Ouattara.

Côte d'Ivoire

BLÉ GOUDÉ À LA RECHERCHE D'UN OS À RONGER

À l'occasion des obsèques de Bédié, Blé Goudé s'est vanté en racontant que lorsqu'il était en prison à la Haye suite à une condamnation pour « crimes contre l'humanité », la personne qui l'a le plus assisté financièrement c'était Bédié.

Il faut croire que ce dernier n'était pas trop dégoûté d'aider un type qui a commis de tels actes immondes. Mais entre crapules, ces deux politiciens ont certainement trouvé un terrain d'entente.

Bédié savait qu'un type comme Blé Goudé, qu'il avait d'ailleurs en son temps menotté sur un lit d'hôpital, pouvait quand même lui servir un jour de marchepieds en cas de besoin.

Depuis qu'il est revenu, Blé Goudé ne manque pas une occasion pour plaire aux uns et aux autres. Ce qui avait fait même dire à Bacongo Cissé, celui-là même qui détruit les quartiers pauvres et qui brasse des milliards de francs, que Blé Goudé est

tout le temps avec ce monsieur et ses amis. Dans le passé, il avait servi Laurent Gbagbo, demain il servira peut-être Ouattara ou Thiam.

Dans ce monde où la bourgeoisie cherche des larbins de service, ce ne sont pas des postulants qui manquent !

LA CHASSE AUX PAUVRES CONTINUE

Aux premières lueurs de l'aube, le quartier de l'abattoir de Port-Bouët s'est réveillé au bruit des bulldozers et des cris de détresse.

Le samedi 1^{er} juin dès le matin, sans préavis, les forces de l'ordre ont encerclé le quartier et ont exigé que les habitants l'évacuent immédiatement. Après l'état de choc, les habitants ont commencé à répondre à l'agression subie. Les affrontements avec les forces de l'ordre se sont soldés par une vingtaine de blessés et 23 arrestations. Deux véhicules des forces de l'ordre, deux portes-char et deux bulldozers ont été incendiés par les habitants en colère.

Une fois que la nuit fut tombée et que les habitants furent rentrés chez eux, les forces de l'ordre ont de nouveau chargé comme des bandits et des vandales. Armées de gaz lacrymogène et accompagnées de bulldozers, elles ont rasé le quartier, laissant derrière elles des milliers de personnes sans abri.

Les autorités prétendent que ces habitants ont été chassés parce que leur site ne serait pas approprié pour l'habitation. Pourtant certains y vivent depuis près de cinq décennies et n'ont jamais vu les autorités à l'œuvre pour l'amélioration de ce quartier insalubre. Et puis du jour au lendemain, sans avoir proposé le moindre relogement, on a jeté dehors les résidents en pleine période pluvieuse. Ils ont vu leur monde s'effondrer et se retrouvent désormais dans une situation de détresse comme après un bombardement.

Quant aux commerçants de bétails qui espéraient faire de bonnes ventes à l'approche de la tabaski, ils se retrouvent sans lieu de travail ni de domicile. Ils expriment leur mécontentement sur le nouveau site qui leur a été imposé, dépourvu d'électricité et d'eau courante, une terre boueuse propice à toutes sortes de maladies pour les habitants et pour le bétail.

Évidemment, la presse bourgeoise a titré : « zéro tolérance pour le vandalisme » ou encore « lutte contre le désordre urbain à Abidjan ». Mais pour les travailleurs et les pauvres, les vandales et les auteurs de désordre sont dans le camp des riches. Un peu partout à Abidjan l'État chasse les habitants des quartiers pauvres sous prétexte de la lutte contre l'insalubrité. En réalité, l'objectif de ces opérations révoltantes c'est de libérer les terrains occupés par les pauvres pour les céder aux riches qui veulent les transformer en espace commercial ou en lieu d'habitation destiné à une clientèle aisée.



Le quartier de l'abattoir après le passage des bulldozers, le 1^{er} juin 2024.

PROLIFÉRATION DE FAUX MÉDICAMENTS : LE PRINCIPAL RESPONSABLE C'EST L'ÉTAT !

Sur des panneaux publicitaires faits par les autorités il est affiché : « *Ne nous tuons pas* » et une croix rouge est mise sur une image présentant des médicaments. Une façon pour les autorités de dire aux populations que c'est de leur faute si elles s'intoxiquent avec de faux médicaments.

L'insuffisance du nombre d'hôpitaux publics, le manque de personnel soignant et de matériel médical de qualité et en quantité suffisante sont les principales causes de la mortalité dans le pays. Les gens veulent bénéficier de la CMU (Couverture Maladie Universelle) mais le système ne fonctionne toujours pas correctement actuellement alors qu'elle est officiellement effective depuis le 1^{er} octobre 2019. La carte du CMU n'est acceptée que dans un petit nombre de

centres de santé et d'hôpitaux et le temps d'attente pour les utilisateurs de cette carte est relativement long. Les autorités sont bien informées de ce problème mais elles font la sourde oreille car elles n'ont que du mépris pour la population pauvre.

Les médicaments vendus à la pharmacie sont trop chers. Par contre des faux médicaments sont vendus à de petits prix un peu partout dans les quartiers pauvres. En achetant ces médicaments de rue, les pauvres savent plus ou moins les risques qu'ils courent, de même que lorsqu'ils vont chez un « *guérisseur* ».

Ce ne sont pas les panneaux publicitaires ni les prétendus conseils des autorités politiques qui amélioreront la santé de la population.

UNE GRÈVE VICTORIEUSE CONTRE LE RETARD DES SALAIRES

C.GICO est une entreprise de BTP qui travaille en sous-traitance avec l'entreprise CSCE dans la construction de l'usine et des entrepôts du Conseil Café-Cacao. Ce vaste chantier est situé à PK23 sur l'autoroute du nord et il y a plus d'un millier de travailleurs sur ce site. Ils ont marqué un arrêt de travail pendant deux jours, le 4 et 5 juin, pour protester contre le retard du salaire de la dernière quinzaine du mois de mai.

Au début de la grève, le patron, comme à son habitude, a tenté de diviser les travailleurs. Il a menacé d'expulsion les ouvriers d'origine ghanéenne s'ils ne se désolidarisent pas du mouvement. Mais les travailleurs dans l'ensemble ont bien compris la tactique du patron. Ils sont restés soudés et finalement c'est le patron

qui, au deuxième jour de la grève, a été contraint de payer les salaires.

Cette petite victoire a encouragé les travailleurs à rester mobilisés. Ils ont beaucoup de revendications à faire aboutir. Par exemple, leur salaire est en dessous de 4000F pour plus de 10 heures de travail ! De plus, il y a le non respect des 8 heures de travail par jour, la non déclaration à la CNPS, le manque de latrines qui contraint les ouvriers à se soulager dans les broussailles.

Toutes ces mauvaises conditions de travail sont aussi le quotidien des travailleurs de plusieurs autres entreprises sous-traitantes de CSCEC. La lutte de ceux de C.GICO va peut-être encourager leurs camarades d'autres chantiers à s'organiser pour

obtenir des améliorations de leurs conditions de travail et de leurs salaires. Il

faut qu'ensemble nous fassions céder nos exploités !

Mali

LA POPULATION EN A MARRE DES COUPURES DE COURANT !

Les coupures de courant deviennent de plus en plus fréquentes et longues sur l'ensemble du pays. La plupart du temps ça dure cinq à six heures, parfois toute une journée voire deux. Cela provoque des perturbations énormes dans une grande ville comme Bamako car on ne peut pas se passer de l'électricité. Les hôpitaux ne fonctionnent pas normalement, les boulangers ne peuvent pas produire de pain, les feux de circulation sont éteints, etc.

Les familles riches qui ont les moyens de se payer un générateur de secours sont moins gênées mais dans les quartiers populaires on est obligé de sortir les bougies pour s'éclairer après le coucher du soleil.

Le gouvernement du putschiste Assimi Goïta s'était pourtant engagé à mettre fin au dysfonctionnement de la compagnie EDM (Énergie du Mali) chargée de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, mais c'était un mensonge de plus. Le calvaire des habitants continue.

En tout cas pour le chef des putschistes qui occupe le palais de Koulouba, ça ne lui fait ni chaud ni froid car sa résidence est équipée d'un générateur autonome. Mais si la population se met vraiment en colère et lui demande des comptes, il sera vite mis au courant ... en 220 volts !

NON AUX ARRESTATIONS ET AUX MENACES CONTRE LES OPPOSANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX !

Suite à l'arrestation d'Hamadou Bah, secrétaire général du syndicat des banques et secrétaire général adjoint de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), les employés des banques, des assurances et des stations services, se sont mis en grève le 6 et 7 juin dernier.

Cette grève a été très suivie à Bamako et a surpris le gouvernement qui n'a pas cru que les employés de ce secteur allaient réagir ainsi pour protester contre l'arrestation d'un des leurs.

Les galonnés au pouvoir ont l'habitude d'utiliser le motif « d'atteinte à la sécurité de l'État » comme un passe pour empêcher un opposant de critiquer leur pouvoir. Cette fois-ci ils ont récolté une grève des employés mécontents et c'est tant mieux si ça peut donner des idées à un nombre encore plus grand de travailleurs. Le fait que dès le lundi 11 juin le pouvoir a fini par relâcher le prisonnier est un premier encouragement pour les futures mobilisations.

Nigeria

GRÈVE GÉNÉRALE POUR UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DES SALAIRES FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Ceux qui profitent des recettes du pétrole

Dans ce grand pays pétrolier de 220 millions d'habitants, seule une petite minorité s'enrichit à tel point que certains figurent dans le palmarès des milliardaires les plus fortunés de la planète. Leur fortune ne vient pas de leur sueur mais de celle des travailleurs qu'ils exploitent féroce-ment grâce au soutien quasi dictatorial de l'État. Celui-ci les protège et en même temps c'est leur vache à lait. Les recettes pétrolières provenant des miettes laissées par les sociétés multinationales d'hydrocarbures sont littéralement si-phonnées par les dirigeants du pays. Le comble c'est que tout en étant le 2^{ème} producteur de pétrole du continent africain, ce pays est obligé d'importer son carburant car l'État est incapable de raffiner son propre pétrole.

Non seulement la grande majorité de la population ne profite pas des recettes pétrolières mais en plus de cela elle souffre des dégâts causés par l'extraction de cette ressource : empoisonnement des sols, de l'air et de l'eau, propagation des maladies de la peau et des poumons, raréfaction des poissons dans les rivières souillées, etc. sans compter la prolifération des gangs armés agissant dans le trafic de pétrole et autres ressources. Le premier des gangs étant l'État lui-même.

Ceux qui s'appauvrissent à cause des bas salaires et de la flambée des prix

Selon les chiffres officiels, 63% de la popu-

lation vit dans la pauvreté. Certains, tout en travaillant, sont contraints de sauter des repas, de manger un riz de mauvaise qualité habituellement réservé à la nourriture des poissons d'élevage. Des cas de famine ont été signalés dans certaines régions. Au début de mars 2024, un dépôt alimentaire a été pillé par des centaines de personnes, à Abuja, la capitale politique.

Cette situation déjà catastrophique s'est aggravée brutalement lorsque, en mai 2023, le nouveau président Bola Tinubu a décidé de mettre fin aux subventions de l'État sur le prix du carburant. D'un seul coup le prix a été multiplié par trois, entraînant des augmentations en cascade sur les prix de produits alimentaires et des services. Le prix du transport et celui de l'électricité ont aussi augmenté en flèche. Rien que pour le seul mois de mai 2024, l'inflation est montée à 33%.

Montée de la colère des travailleurs et déclenchement de la grève générale

Cette flambée des prix a provoqué la colère des travailleurs. Déjà en février dernier, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Lagos et d'autres grandes villes du pays pour protester contre la vie chère mais le gouvernement a fait comme si de rien n'était.

Le mouvement revendicatif s'est amplifié dans le secteur public et dans le privé. Les principaux syndicats influents, le NLC (Nigeria Labour Congress) et le TUC (Trade Union Congress), proposent au gouverne-

ment de se mettre autour d'une table pour négocier tranquillement d'une révision du salaire minimum légal, jusque-là fixé à 30.000 nairas (environ 20 euros ou 13 119 francs Cfa). Ils ont essuyé un refus méprisant du gouvernement et cela a augmenté la colère de leur base favorable à l'arrêt du travail pour forcer le gouvernement à augmenter les salaires. Les dirigeants des appareils syndicaux ont alors brandi la menace d'une « grève générale illimitée ». Le gouvernement a baissé le ton et a accepté de relever le smic à 60 000 nairas (près de 40 euros ou 26 240 francs Cfa). C'est le double du smic précédant mais il reste dérisoire face à la flambée vertigineuse des prix.

Le gouvernement a cru qu'il allait calmer les travailleurs en proposant cette augmentation mais il a récolté un « non » franc et massif car les travailleurs veulent une vraie augmentation permettant de faire face à l'inflation galopante.

Les syndicats entraînent le mouvement de grève vers une impasse

Le bras de fer entre la classe ouvrière et le gouvernement est devenu alors de plus en plus tendu. Les leaders syndicaux ont commencé à dénoncer le mépris du gouvernement. Alors que celui-ci refuse toute augmentation du smic au delà des 60 000 nairas qu'il a difficilement consentis, les syndicats réclament 494 000 nairas par mois (environ 300 euros ou 196 000 francs Cfa). Ils appellent à la grève générale tout en demandant aux grévistes de « rester chez eux ».

Durant ces deux journées de grève, le 3 et 4 juin 2024, l'activité économique du pays a été fortement ralentie : aéroport fermé, électricité coupée, transport public à l'arrêt, stations de service fermées, idem pour le commerce, les écoles et une partie de l'administration, etc.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ont décidé de l'arrêt de la grève au bout de 2 jours mais les dirigeants syndicaux. Ceux-ci ont demandé sa « suspension » alors qu'ils venaient de déclarer que la grève serait générale et « illimitée ». De plus, le gouvernement n'a pas cédé d'un iota sur leur principale revendication. Ce qui a motivé leur mouvement de marche arrière c'est la nouvelle proposition du gouvernement qui a dit qu'il est prêt à les recevoir « chaque jour » pour négocier avec eux. Les travailleurs n'ont pas eu leur mot à dire sur la décision de suspendre la grève mais le feu de la colère n'est pas encore éteint et la flambée des prix ne cesse d'aggraver leurs conditions d'existence.

Même si le travail a repris alors que le gouvernement n'a rien cédé, les travailleurs ont une fois de plus montré que s'ils arrêtent de travailler rien ne fonctionne. C'est eux qui produisent les richesses et font marcher l'économie. C'est en prenant conscience de cette force sociale colossale qu'ils constituent grâce à leur nombre et à leur rôle fondamentale dans l'économie, qu'ils pourront mieux se défendre et contester la domination de la bourgeoisie sur la société toute entière.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir